



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
19 mai 2015
Français
Original: anglais

Réunion des États parties

Troisième réunion

New York, 23 mai 2015

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Élection, conformément au paragraphe 4 de l'article 26 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, de cinq membres du Comité des disparitions forcées, en remplacement de ceux dont le mandat prend fin le 30 juin 2015

Élection de cinq membres du Comité des disparitions forcées en remplacement de ceux dont le mandat prend fin le 30 juin 2015

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément à l'article 26 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la troisième réunion des États parties doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 23 juin 2015, afin d'élire, à partir d'une liste de candidats désignés par les États parties parmi leurs ressortissants, cinq membres du Comité des disparitions forcées en remplacement de ceux dont le mandat prend fin le 30 juin 2015.
2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 26 de la Convention, par une note verbale datée du 14 novembre 2014, le Secrétaire général a invité les États parties à présenter le 23 février 2015 au plus tard, des candidatures pour l'élection de cinq membres du Comité. Des renseignements concernant neuf candidats figurent dans le document CED/SP/3/2. Une candidature supplémentaire a été reçue après le 23 février 2015, à savoir celle de Cheikh Saad Bouh Kamara (Mauritanie).
3. Le curriculum vitae du candidat susmentionné, tel que transmis par le gouvernement concerné, figure en annexe au présent document.



Annexe*

[Original: français]

Cheikh Saad Bouh Kamara (Mauritanie)

Date et lieu de naissance

5 décembre 1960, Aioun El Atrouss, Mauritanie

Langue(s) de travail

Français, arabe, anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur à l'Université de Nouakchott, Consultant en développement communautaire et en droits humains, Coordinateur du master «Territoires et migrations», Point focal Mauritanie du Laboratoire Mixte International «Patrimoine Eau». Membre actif dans la Société civile mauritanienne, défense et la promotion des droits humains

Principales activités professionnelles

- 2007 Chargé de Mission à la Présidence de la République
- 2005-2006 Ambassadeur de la Mauritanie au Sénégal, en Guinée, en Guinée Bissau et au Cap-Vert
- 2003-2004 Ministre de l'Hydraulique et de l'Énergie
- 1999 à 2003 Expert à l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS)
- Consultant sur la Prévention des conflits, médiation pour la paix et la cohésion sociale
- Vice-Président de l'Atelier portant sur «l'Organisation des élections», États Généraux de la Démocratie en Mauritanie
- Président de l'Organisation matérielle des opérations de retour des réfugiés mauritaniens du Sénégal

Études

1990-1993: Philosophiae Doctor, Ph.D., équivalent Doctorat d'État (Sciences sociales) Université Laval, Québec, Canada; 1993

1988-1989: Master of arts, équivalent Diplôme d'Étude Approfondie, DEA, (option, Espace, Société, Économie), Université de Sherbrooke, Québec, Canada

1985-1987: Diplôme de Maîtrise, (option, Espace, Société, Économie) Université de Nouakchott, Mauritanie

* Le curriculum vitae n'a pas été revu par les services d'édition.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Travaux de recherche et communications sur la problématique des migrations; prévention, gestion et résolution des conflits au Sahel et en Mauritanie. Participation à plusieurs congrès et conférences sur les questions des droits humains: Congrès de FIDH, Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, DURBAN 2001); Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Membre du Comité national de lutte contre les séquelles de l'esclavage en Mauritanie avec des contributions au processus d'élaboration du Plan national d'action des droits de l'homme en Mauritanie (droits économiques, sociaux et culturels et le lien de ces droits avec la lutte contre la pauvreté et le droit au développement, droits civils et politiques en Mauritanie, droits catégoriels (droits des femmes et des enfants), éducation aux droits de l'homme, etc.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Le travail des enfants en Mauritanie, mars 2015

Projet Assistance au retour et à la réinsertion des réfugiés en Mauritanie, 2012

Rapport de la Mauritanie sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 2012

Rapport initial et périodique de la Mauritanie sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 2010
